

Après cette période estivale de réflexion, je reprends le clavier avec entrain. L'actualité sur la sécurité et la défense montre que les mois, sinon les années qui arrivent, s'annoncent difficiles. Ainsi, avant d'aborder la question des flux migratoires, objet du billet suivant, j'évoquerai quelques événements qui m'ont fait réagir ces dernières semaines.

Un terrorisme omniprésent

Peut-on déjà oublier l'attentat évité dans le Thalys ? La permanence de la guerre contre le terrorisme demeure. L'échec de l'attentat a mis en avant des citoyens ordinaires (mais un soldat peut-il être un citoyen ordinaire ?) qui ont fait preuve d'un grand courage face à un jihadiste. Ils ont été récompensés à juste titre par le président de la République avec la remise de la décoration de la Légion d'honneur, ce qui lui redonne tout son sens à la différence de que l'on peut constater parfois.

Cependant, cet attentat est inquiétant à plusieurs titres. Nos concitoyens ne sont plus prêts à faire face à la violence. Ils la subissent comme le laisse apparaître cet attentat et il faut avoir des soldats américains pour faire face.

Le doute est instillé aussi par les médias malgré les faits : le jihadiste a été qualifié de « terroriste présumé » pendant plusieurs jours. Eh, oui, une kalachnikov peut être trouvée par n'importe quel déséquilibré dans un parc. Cette extrême prudence dans les mots n'est pas seulement le fait des médias. Une polémique a commencé à s'élever sur des photos du terroriste menotté à terre, jugées dégradantes. Il y a aujourd'hui des « bonnes » et des « mauvaises » photos.

Concernant l'amélioration de la sécurité, les consignes pour fouiller les bagages viennent peu à peu mais attention au délit de faciès, Alain Vidalies, membre du gouvernement, en a fait les frais et pourtant il avait bien répondu sur Europe 1 le lundi 24 août. Répondant à un journaliste présentant des fouilles aléatoires comme risquant « *d'être discriminatoire* », le ministre a répondu : « *Eh bien écoutez, moi, je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace, plutôt que de rester spectateur.* » Ce propos a suscité quelque émoi significatif sur l'état de notre société. N'exprime-t-il pas le débat omniprésent qui nous mine entre la sécurité et les libertés, entre la réalité et l'utopie ? Il devra être tranché un jour ou l'autre face aux situations d'aujourd'hui.

Améliorer la sécurité assurée par les militaires

Justement dans cette prise de conscience, les militaires de Sentinelle devraient avoir plus de moyens juridiques pour être plus efficaces. Ainsi, un test mené peu de temps après l'attentat du Thalys par un journaliste a montré que des militaires en patrouille (mais pas qu'eux) avaient laissé circuler sans réagir dans une gare un sac avec le canon d'une arme factice nettement apparent. Mais les militaires ont-ils le droit de vérifier les papiers ou de fouiller les bagages suspects ? Non.

Il est temps de former des officiers de police judiciaire dans les armées ... comme je l'avais proposé il y a quelques années. Comment comprendre qu'un vigile puisse demander à ouvrir un sac, une caissière une pièce d'identité pour un chèque et interdire ces mêmes contrôles à

un militaire dans ses missions de sécurité intérieure ?

Pour une vigilance citoyenne responsable

Dans tous les cas, les Français doivent se réapproprier leur avenir, notamment vis à vis de la prise de risque. Etre un homme signifie aussi être capable de regarder la mort en face si besoin en est. N'est-ce pas l'affirmation de ce qu'on est mais aussi montrer à l'autre que l'on peut se dresser contre lui. N'est-ce pas la meilleure réponse aussi à donner au terroriste pour le mettre dans l'incertitude du succès de son attentat ?

Cependant, ce manque de courage est ce que je vois tous les jours à un niveau de dangerosité certes bien moindre mais significatif dans les transports parisiens. Un nombre de personnes important passe par-dessus les bornes de contrôle sans complexe ni gêne devant le personnel de la RATP et de la SNCF qui regarde sans réagir. Un jour questionné, l'un d'entre eux m'a répondu. « *Vous ne vous rendez pas compte ? Je ne veux pas d'ennui ni me faire agresser* ».

Cette passivité est une grave incitation à l'incivilité quotidienne et au manque d'exemplarité érigé en système. A Londres, une présence physique est affectée à chaque borne de contrôle et dissuade les contrevenants avec efficacité, bien plus efficace apparemment que les « meutes » de contrôleurs. Elle exprime aussi le manque de courage de notre société habituée à laisser faire.

Du recours à la violence pour se faire entendre

Autre sujet français, comment se faire entendre ? Paysans, éleveurs, bonnets rouges et autres corporations ont montré que descendre dans la rue et manifester violemment pouvait souvent être efficace. Comment s'étonner en cette fin d'août que des gens du voyage bloquent et détériorent une autoroute pour faire pression sur la justice ? Moins de cent personnes auquel une préfète opposait plus de cent policiers restés passifs, ont fait reculer la justice. Les gens du voyage ont obtenu gain de cause. Je fais cependant une différence. Une cause sociale n'est pas du même niveau qu'un fait divers... qui n'aurait jamais dû avoir lieu si l'autorité de l'Etat était respectée.

Pour conclure, tous ces faits mis bout à bout montrent l'état de déliquescence de la France et de son rapport à l'usage de la force légale sinon légitime. Il faut savoir accepter son emploi malgré les associations, les médias, les risques de bavures aussi que l'on ne peut pas exclure mais qui aujourd'hui inhibent les agents de l'Etat. Or, il y a un seuil où, la force légale n'étant pas utilisée, son absence exprime la faiblesse de l'Etat et permet donc toutes les transgressions.

Cela nous conduit naturellement à la problématique des « migrants » (Cf. [Mon second billet de ce 6 septembre 2015](#)).